

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
3 février 2004
Français
Original: anglais

Assemblée générale
Cinquante-huitième session
Points 37 et 156

Conseil de sécurité
Cinquante-neuvième année

La situation au Moyen-Orient

Mesures visant à éliminer le terrorisme international

**Lettres identiques datées du 3 février 2004, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent du Liban
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur l'inexactitude et la déformation des faits qui caractérisent la lettre que le Représentant d'Israël vous a adressée concernant l'incident qui a neutralisé un bulldozer blindé israélien qui pénétrait au Liban en franchissant la Ligne bleue.

Le bulldozer était largement à l'intérieur du territoire libanais et pas du tout de l'autre côté de la frontière, comme vous l'avez déclaré dans votre rapport daté du 20 janvier 2004 sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Ce bulldozer, comme de nombreux autres, a franchi la Ligne bleue en empruntant les zones qui ont été minées que l'armée israélienne a elle-même minées tout le long de la frontière, à l'intérieur du territoire libanais, avant d'en être chassée en 2000.

Le rapport sur la FINUL décrit les activités de déminage qui sont entreprises en vue de débarrasser des zones au Sud-Liban des centaines de milliers de mines terrestres de haute technicité qu'Israël y a plantées, et qui, comme déclaré aux paragraphes 17, 18 et 27 du rapport, sont concentrées à présent le long de la Ligne bleue par suite du déminage effectué dans les autres secteurs.

Le Liban a à maintes reprises demandé à la FINUL d'essayer d'obtenir d'Israël les levés de ces champs de mines, mais sans succès. Les champs de mines sont proches de la Ligne bleue à l'intérieur du territoire libanais et devraient être déminés ou détruits. L'armée israélienne maintient une série de couloirs au milieu de ces champs de mines, et le rôle de ses bulldozers blindés est de balayer ces couloirs en vue de préparer l'incursion de soldats et de véhicules au Liban. Toutes ces activités militaires israéliennes constituent des violations de la Ligne bleue, tout comme les raids aériens et les violations continuelles des eaux territoriales et de l'espace aérien libanais.



La lettre du Représentant d'Israël fait allusion à la présence de la résistance libanaise en employant le terme de terroristes. Les éléments qui composent cette résistance sont des citoyens libanais qui vivent dans la partie méridionale du pays et qui essaient de récupérer leurs terres occupées depuis 22 ans par les Israéliens et couvertes de mines plantées par Israël tout au long de ces années. Ils sont souvent pris pour cible par l'armée israélienne, pour la simple raison qu'ils se trouvent là, sur leurs propres terres.

Depuis que l'armée israélienne a été chassée du Sud-Liban, ses rêves de maintien de sa mainmise sur la région ne se sont pas évanouis. Après 22 ans d'occupation sanglante, le Gouvernement israélien n'a nullement le droit de parler de la souveraineté libanaise lorsque des avions de combat israéliens violent constamment l'espace aérien libanais et ses propos sont dénués de légitimité. Comment les colons israéliens pourraient-ils être terrorisés par des agriculteurs libanais paisibles? Comment les Israéliens, avec toutes leurs forces armées et leur arsenal d'armements modernes pourraient-ils être terrorisés de manière générale?

Comme d'habitude, le Gouvernement israélien terrorise les autres populations et accuse celles-ci, à son tour, de terrorisme. On n'a qu'à voir ce que l'armée israélienne a fait dans les territoires palestiniens occupés pour savoir qui sont les véritables terroristes et comment les bulldozers détruisent des centaines de maisons palestiniennes sur leurs habitants. **Le terrorisme n'a pas de visage, pas d'identité, pas de religion.**

Le Liban a constamment respecté le droit international, ainsi que toutes les décisions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Le Liban a demandé la prorogation pour une nouvelle période de six mois du mandat de la FINUL, qu'elle estime et respecte au plus haut point. Cela devrait être l'occasion de remercier ses contingents pour le courageux travail qu'ils font et non une occasion exploitée par le représentant d'Israël pour proférer de nouvelles provocations, accusations et propos haineux à l'égard du Liban.

Pour rétablir la paix et la sécurité dans la région, le Gouvernement israélien devrait s'abstenir, ou être contraint de s'abstenir, d'être agressif à l'encontre des autres nations et peuples, d'occuper leurs terres et de détruire leur vie. Israël devrait sérieusement étudier l'initiative de paix arabe qui a été approuvée par tous les dirigeants arabes les 27 et 28 mars 2002 à Beyrouth au lieu de la rejeter le lendemain matin comme son gouvernement l'a fait. Cette initiative de paix arabe est encore opportune.

La présente lettre répond aux allégations israéliennes. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer son texte comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 37 et 156 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Sami **Kronfol**